

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

UNITE / DIGNITE/ TRAVAIL



PLAIDOYER

Rupture totale des ARV dans les provinces



(Contre le VIH/SIDA ne crions pas victoire trop vite le combat continue)

Monsieur Luc N'VENDO MOZIALO
Ancien Coordonnateur du RECAPEV
Ancien Président d'AHVV+
Ancien membre du CCM
Membre du Groupe de Plaidoyer et des
Droits Humains en VIH/SIDA
En Afrique Central (Aides France)

A

Son Excellence

Le Premier Ministre Chef du Gouvernement
1^{er} Vice-président du CN/CNLS
S/C

Madame le Ministre de la santé Publique et des Affaires Sociales et de la Promotion du Genre et de l'Action Humanitaire,

Objet : Urgences aux Personnes Vivant avec le VIH/sida en République Centrafricaine.

Madame, Monsieur,

Le 24 mars 2013, la Centrafrique est tombé dans le chaos et vit une situation que les spécialistes manquent de qualificatif. Une coalition dénommée SELEKA en progressant vers Bangui a détruit toutes les structures administratives et notamment sanitaire.

Madame, Monsieur,

Il faut savoir que la Centrafrique compte 60.000 PVVIH dont 15.000 sont mises sous traitement. Selon les derniers plaidoyers auprès du Fonds Mondiale de lutte contre le Sida, l'unique structure à supporter la prise en charge médicale de ces malades, 18.000 malades vont désormais être prises en charge. En effet il y un risque de péremption des médicaments qui sont estoqués dans l'Unité de Cession des Médicaments (UCM). Les véhicule n'étant plus en circulation, les ville de provinces ne sont plus desservies ce dernier temps à cause de conflit militaro- politique. Les victimes de cette barbarie humaine sont les femmes, les enfants et surtout les personnes touchées par le VIH/sida.

Selon l'information confirmée le 06 mars 2014 par le Coordonnateur du Réseau Centrafricain des Personnes Vivant avec le VIH Monsieur Gilbert GREMALE, les Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) des villes de province manquent totalement des antirétroviraux (ARV). (RJDH)

L'hôpital préfectoral de la ville de Nola (sud), connaît une rupture des médicaments antirétroviraux (ARV) depuis trois mois. Huit (8) cas de décès des personnes vivant avec le VIH et Sida ont été enregistrés à cause de cette pénurie de médicaments. (RJDH)

Depuis le mois de février, nous avons enregistré plus de huit cas de décès de personnes vivant avec le VIH et plusieurs autres hospitalisées. Il y a un problème de prise en charge de ces personnes », a fait savoir le médecin de l'hôpital de Nola, avant d'indiquer que ces

difficultés sont liées à l'insécurité et la dégradation avancée des routes. En plus de la rupture des ARV, le médecin a fait savoir qu'il y'a une épidémie de rougeole qui sévit dans la région. « Nous avons enregistré 30 cas des personnes qui sont été tuées par la rougeole dans les villages Koulou et Liboko et au bord du fleuve Sanga».

L'hôpital préfectoral de Nola, aujourd'hui en difficulté, a été pillé et saccagé par des éléments de l'ex-Séléka, après sa prise de pouvoir à Bangui le 24 mars 2013.

Plus de 571 PVVIH dans la Sous-Préfecture d'Obo à l'Est de la Centrafrique connaissent une rupture des médicaments depuis plus de deux mois et demi selon le Docteur de la localité ZARAMBAU Romaric Médecin chef de la ville, qui a reconnu la durée de la rupture selon ses termes cela peut développer des résistances des nouvelles maladies opportunistes et même des cas des décès, chez les personne vivant avec le VIH. Ceci est confirmé par la présidente du RECAPEV de la localité Mme Jeanne Naddy, le 21 décembre 2013. (RJDH)

Selon Mr Michel Sidibé ,secrétaire exécutif de l'ONUSIDA en visite de travail en Centrafrique du 18 au 20 Février 2014 à encourager les acteurs qui réponde à la crise humanitaire à l'intégration du VIH/SIDA et la Tuberculeuse dans les urgence humanitaire, le respect des droits humains et le droit des personne vivant avec le VIH/SIDA. (RJDH)

Selon Mme ROKHAYA FALL Coordonnatrice du groupe thématique Sida des agences Onusiennes en Centrafrique remettant l'étude du PNUD sur l'impact du VIH sur le développement de la RCA, Il reste encore beaucoup à faire. *Si nous voulons un avenir sans sida, nous devons continuer à investir, à agir et à innover pour réaliser notre vision de zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès lié au sida. En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, engageons-nous à reléguer le sida aux oubliettes de l'histoire.*

Bangui du 14 au15 avril (ACAP)- Le Ministre de la Santé Publique, des Affaires Sociales et de la Promotion du Genre et de l'Action Humanitaire, Dr Marguerite Samba a lancé un vibrant appel aux maires d'arrondissements de Bangui, et les notables locaux d'apporter leur soutien aux équipes de sensibilisation sur la campagne d'assainissement et d'hygiène qui sillonneront leurs localités, lors de la célébration en différé de la Journée Mondiale de la Santé sur le thème : « La prévention contre les maladies à transmission vectorielle »,

La Ministre Marguerite Samba se basant sur les chiffres statistiques de la RCA au sujet des maladies à transmission vectorielle montrant que 54% des cas de décès hospitalier sont dus au paludisme et 46% des populations à risques sur 10 préfectures du pays sont touchées par l'onchocercose, a révélé que les maladies telles que : le paludisme, la fièvre jaune, la maladie du sommeil, l'éléphantiasis, l'onchocercose, la filariose etc. dont les vecteurs sont les moustiques, les punaises, les tics et les insectes sont responsables de morbidité et mortalité très élevés dans notre pays.

Selon elle, la crise que traverse notre pays a fondamentalement réorienté les activités de santé vers la réponse aux urgences reléguant au second plan la lutte habituelle contre les maladies

Elle a interpellé les partenaires au développement de soutenir le gouvernement dans la mobilisation des ressources pour lui permettre entre autres de mettre en œuvre des plans de travail des différents programmes de lutte contre les maladies à transmission vectorielle.

Des nouvelles maladies opportunistes et même des cas des décès, chez les personnes vivant avec le VIH sont des faits à prévoir. L'[affaiblissement](#) et la [diminution des forces](#), physiques, ne sont pas des choses à proscrire. Ainsi La malnutrition qui est aussi une pathologie causé par la déficience ou l'excès d'un ou plusieurs nutriments, nécessite une vigilance particulière. Car les conséquences multiples et d'[étiologies](#) tout aussi variées et réductrice.

D'autres facteurs, notamment psychologiques et pathologiques, interviennent également dans la forme d'une [carence en iode](#), est la cause la plus répandue de trouble mental.

Bangui, 2 Mai (RJDH) - La Directrice-pays de l'ONUSIDA, Dr. Christine Mbonyingingo, le Coordonnateur national du CNLS, Pr. Nestor Mamadou Nali, ont été reçus vendredi 2 mai par le représentant de l'Union Africaine, le général Jean Marie Michel Mokoko pour lancer un dialogue sur la meilleure stratégie de protéger les contingents de la MISCA du VIH.

Justifiant la nécessité et la pertinence de ce projet, le coordonnateur national du Comité National de lutte contre le Sida (CNLS), le Pr. Nestor Mamadou Nali, a rappelé que la Centrafrique connaît une épidémie généralisée du VIH, avec un taux de séroprévalence de 4,9% au sein de la population. «En protégeant les troupes de la MISCA, nous cherchons aussi à protéger nos populations », a-t-il déclaré.

La directrice pays de l'ONUSIDA quant à elle a insisté sur l'urgence de mobiliser les fonds nécessaires pour commencer ce projet rapidement, pour une protection maximale car l'environnement le commande.

Une étude du comité militaire de lutte contre le Sida, réalisée sur la sérologie chez les agents des forces armées centrafricaines, indique que le taux de séropositivité dans cette catégorie est de 7,8% dont 1,5% chez les femmes et de 8,3% chez les hommes. Les militaires sont considérés par le cadre stratégique national de la RCA, comme un groupe vulnérable qui devrait bénéficier des interventions en priorité, pour prévenir de nouvelles infections chez ce groupe.

C'est pour cela que je viens auprès de votre haute suprême, et malgré votre lourde tâche de secourir le CN/CNLS, pour éviter de catastrophe a la résistance des médicaments qui risqué la dégradation de la vie humaine.

Car nul est épargner de cette situation de l'infection à VIH/SIDA, car l'Etat est garant de la sécurité des droits aux soins de sa population, c'est pourquoi je viens auprès de votre haute bienveillance vous tenir informer du faite que, si cela persiste est un crime contre la population et violation du guide relative aux texte des Droit et l'Obligation aux personne vivant avec le VIH, et de la constitution centrafricaine dit que l'Etat est garant des soins de sa population.

Titre : 2

Droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA

Article/ 3- Toute personne vivant avec le VIH/SIDA à droit au respect de son intégrité, moral et de sa vie privée.

Chapitre 2

Du droit aux soins et à l'information

Article : 9- L'accès aux soins dans les formations sanitaire publiques et privées est garanti à toute personne vivant avec le VIH/SIDA

Article : 10- L'Etat garantit aux personnes vivant avec le VIH/SIDA l'accès aux examens complémentaire, aux antirétroviraux et aux médicaments nécessaires aux traitements des maladies opportunistes.

Ce texte a été, Signé et Promulgué le 12 septembre 2006.

Les conséquences pour les personnes vivant avec le VIH :

En 2012, 70% des PVVIH résident en Afrique subsaharienne, une région qui ne représente que 12% de la population mondiale. L'Afrique subsaharienne est également à l'origine de 72% des nouvelles infections et de 70% des décès. (ONUSIDA)

Conséquence pour la population en générale :

Détresse ou encore trouble psychologique.

La santé mentale fait désormais partie d'un plan spécifique de l'OMS, car elle est déterminée par des facteurs sociaux, biologique et psychologiques, donc il est important de faire l'approche médico-psycho-sociale aux victimes de conflits

Risque de hausse de taux de prévalence (Prolifération de IST/VIH et hépatites virales).

La situation des taux de prévalence du VIH/SIDA dans les différentes régions de la République centrafricaine a été présentée comme suit :

Bangui la prévalence est de 3,1% ; Haute-Kotto 9,2%; Nana-Mambéré 7,3 %
Haut-Mbomou 6,8 % ; Ouham-Pendé 4,5 % ; Mambéré-Kadéi 3,5 % Ouaka 3,3 % ;
Ombella-Mpoko 3,0 % ; Sangha-Mbaéré 1,7 % ; Nana-Gribizi 1,3 % Kémo ; 0,6 %
Mbomou 0,6 %; Basse-Kotto 0,5 %; Lobaye 0,4 %; Ouham 0,1%.

La région de la Vakaga n'est pas encore évaluée selon les enquêtes. La situation globale actuelle de la République centrafricaine est de 4,9%.(source CN/CNLS du 27 /07 /2012)

Propositions :

- 1-Solliciter l'appui des **MDM- MSF – OCHA –DRC- COORDAID**, et d'autre en ravitaillement et la disponibilité des ARV dans les cites de prise en charge Préfectoraux et Sanitaire, sur tout étendue du territoire centrafricaine.
- 2- Connaitre les cause, le risque, et les conséquences des ARV pour déterminée les facteurs biologique.

Urgence :

- 1- Réponse d'urgence au trouble psychologique des personnes vivant avec le VIH.
- 2- Une Enquête qualitative et quantitative pour déterminer l'approche médico-psychosociale des personnes vivant avec le VIH.
- 3- Faire une recherche de résistance de médicament pour détecter les échecs thérapeutiques.

Destinataire :

- Primature
- CN/CNLS (Comité national de la Coordination national de lutte contre le SIDA)
- CNT (Conseil National de Transition)
- Ministère de la santé Publique des affaires sociales des Affaires Sociales et de la Promotion du Genre et de l'Action Humanitaire,
- CCM (Coordination du Contrôle des Médicament)
- ONU
- ONUSIDA
- Union Africaine
- Aides
- GIP - Esther (Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière)
- PPSAC (Projet de prévention sur le SIDA en Afrique Centrale)
- Réseau de Personnes Vivant avec le VIH (RECAPEV)
- Réseau des Journaliste des droits humains (RJDH)

Fait à Paris le 23 mai 2014.